

Au lendemain du sommet de la francophonie**VISITE OFFICIELLE
DE MULRONEY À PARIS**

OTTAWA — A l'approche du sommet de la francophonie, qui se déroulera à Paris à la mi-février, le Canada effectue présentement une offensive diplomatique majeure auprès des pays francophones dont l'élément principal sera peut-être la visite officielle de deux jours que le premier ministre Mulroney fera en France dès le lendemain du sommet.

André Dalcourt

La nouvelle de cette visite nous a été confirmée, hier, à Ottawa et à Paris. Elle devrait être annoncée dans les tous prochains jours.

Des hauts fonctionnaires du bureau du premier ministre et du Quay d'Orsay essaient actuellement d'aménager les horaires des hommes politiques afin que M. Mulroney puisse s'entretenir avec le président de la France, M. François Mitterrand, et le premier ministre français, M. Laurent Fabius.

Lors de cette visite, le Canada se verra accorder le dernier mot dans les médias. Au niveau de l'opinion générale, il confirmera, peut-être, l'impression qui se sera dégagée durant le sommet quant à l'importance du Canada dans la francophonie.

Le sommet

Le sommet débutera le lundi 17 février mais il sera précédé le samedi 15 par une réunion au cours de laquelle, les ministres des Affaires extérieures des pays participants mettront la dernière main aux documents et à l'ordre du jour de la grande conférence.

Son inauguration aura lieu le lundi matin. Le président de la France, M. François Mitterrand, prononcera le discours d'ouverture. La cérémonie se déroulera soit au Château de Versailles; soit à la Sorbonne, soit à l'Académie française, on ne le sait pas encore.

Dans l'après-midi, toutes les délégations se transporteront au Cen-

tre Kléber. Là débiteront véritablement les discussions, à huis clos comme au sein du Commonwealth britannique.

Elles dureront deux jours ces discussions, deux jours durant lesquels les journalistes seront alimentés par des briefings constants.

A leur terme, le mercredi après-midi, le président Mitterrand prononcera un second discours et donnera une conférence de presse.

Les participants

Une trentaine de pays participeront au sommet, la majorité provenant de l'Afrique.

L'ambassadeur canadien à Paris, M. Lucien Bouchard, et la ministre des Relations extérieures du Canada, Mme Monique Vézina, sont d'ailleurs présentement en tournée sur ce continent.

M. Bouchard a rencontré il y a quelques jours M. Houphouët

Boigny, le président de la Côte d'Ivoire, pour le persuader d'assister au sommet.

Mme Vézina, elle, rend visite au chef d'Etat du Sénégal, du Gabon et du Niger. A chacun d'eux elle remet une lettre de M. Mulroney dans laquelle celui-ci leur donne rendez-vous au sommet de la francophonie.

L'action de l'ambassadeur Bouchard et de la ministre Vézina témoignent de l'offensive diplomatique du Canada.

Suisse

Jusque ici, parmi tous les pays pressentis, seule la Suisse, pour des raisons constitutionnelles, a refusé de participer formellement au sommet.

Pays multilingue (français, allemand, italien et Romanche), il s'est fixé, paraît-il, comme politique de ne favoriser aucune de ses langues nationales.

C'est du moins l'explication de son refus que fournissent les organisateurs du sommet, qui ne désespèrent pas toutefois de l'y attirer en tant qu'observateur.

On a par ailleurs songé un temps à inviter la Louisiane mais on a vite abandonné l'idée car il aurait fallu inviter formellement les Etats-Unis.

Au sommet, le Québec sera représenté par le premier ministre Bourassa et le ministre des Relations extérieures, Gil Rémillard.

Le Nouveau-Brunswick, par le premier ministre Hatfield et le ministre de l'Education, M. Jean-Pierre Ouellette; et le Canada, par le premier ministre Mulroney, le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, le ministre des Communications, M. Marcel Masse et le Secrétaire d'Etat, M. Benoit Bouchard, responsable à Ottawa des francophones hors-Québec.

D'autres ministres se joindront probablement aux différentes délégations d'ici à l'ouverture de la conférence.

Le sommet comprendra deux parties, l'une portant sur les relations internationales et l'économie, l'autre sur le développement et la coopération culturelle et technique.

La question des droits de l'homme sera aussi à l'ordre de jour et la présence au sommet de Jean-Claude Duvalier, président de Haïti, créera sans doute un embarras diplomatique.

Déjà hier à Ottawa, le premier ministre Mulroney a refusé de se prononcer quant à l'opportunité d'expulser le président Duvalier de la conférence à cause des entorses aux droits de l'homme qui existent dans son pays.

Sur le plan de l'information, enfin, le sommet sera un événement de taille qui attirera certainement plus d'un millier de journalistes dans la capitale française.

Du Canada, une cinquantaine proviendront d'Ottawa et une vingtaine de Québec. L'émission le Point de Radio-Canada aura quant à elle quatre représentants sur place la semaine durant.